

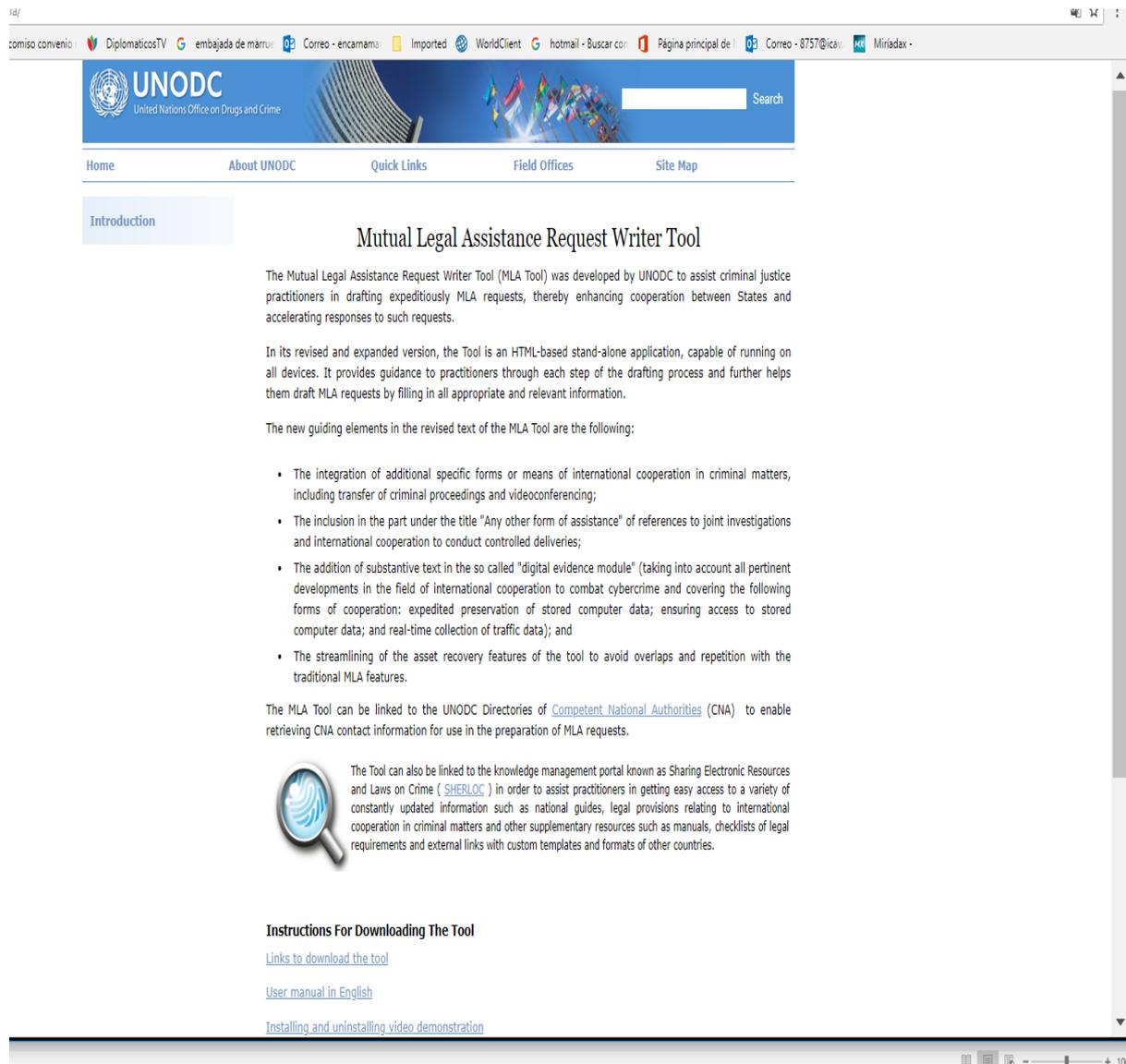
# **PRÉPARATION D'UNE DEMANDE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE A L'AIDE DE L'OUTIL *MLA WRITER TOOL***

## **ÉTAPE 1 : TROUVER L'OUTIL *MLA WRITER TOOL***

Vous pouvez trouver le *MLA Writer Tool* en entrant cette adresse URL dans votre navigateur :

<https://www.unodc.org/mla/>

Cet écran sera affiché :



The screenshot shows a web browser displaying the UNODC website. The header features the UNODC logo and navigation links: Home, About UNODC, Quick Links, Field Offices, and Site Map. The main content area is titled "Mutual Legal Assistance Request Writer Tool" and includes an introduction, a list of new guiding elements, and instructions for downloading the tool. The browser's address bar shows the URL <https://www.unodc.org/mla/>.

**Introduction**

### Mutual Legal Assistance Request Writer Tool

The Mutual Legal Assistance Request Writer Tool (MLA Tool) was developed by UNODC to assist criminal justice practitioners in drafting expeditiously MLA requests, thereby enhancing cooperation between States and accelerating responses to such requests.

In its revised and expanded version, the Tool is an HTML-based stand-alone application, capable of running on all devices. It provides guidance to practitioners through each step of the drafting process and further helps them draft MLA requests by filling in all appropriate and relevant information.

The new guiding elements in the revised text of the MLA Tool are the following:

- The integration of additional specific forms or means of international cooperation in criminal matters, including transfer of criminal proceedings and videoconferencing;
- The inclusion in the part under the title "Any other form of assistance" of references to joint investigations and international cooperation to conduct controlled deliveries;
- The addition of substantive text in the so called "digital evidence module" (taking into account all pertinent developments in the field of international cooperation to combat cybercrime and covering the following forms of cooperation: expedited preservation of stored computer data; ensuring access to stored computer data; and real-time collection of traffic data); and
- The streamlining of the asset recovery features of the tool to avoid overlaps and repetition with the traditional MLA features.

The MLA Tool can be linked to the UNODC Directories of [Competent National Authorities \(CNA\)](#) to enable retrieving CNA contact information for use in the preparation of MLA requests.

The Tool can also be linked to the knowledge management portal known as Sharing Electronic Resources and Laws on Crime ( [SHERLOC](#) ) in order to assist practitioners in getting easy access to a variety of constantly updated information such as national guides, legal provisions relating to international cooperation in criminal matters and other supplementary resources such as manuals, checklists of legal requirements and external links with custom templates and formats of other countries.

**Instructions For Downloading The Tool**

[Links to download the tool](#)

[User manual in English](#)

[Installing and uninstalling video demonstration](#)

**ATTENTION :** Notez que vous devrez installer l'outil en suivant les instructions fournies.



Une fois l'installation terminée, cette icône apparaîtra sur votre ordinateur :

## ÉTAPE 2 : COMMENCER À RÉDIGER LA REQUÊTE

En cliquant sur l'icône, vous trouverez cet écran :

The screenshot shows the UNODC Mutual Legal Assistance Request Writer Tool interface. At the top, there is a navigation bar with the UNODC logo and the text "Mutual Legal Assistance Request Writer Tool". The navigation menu includes "Home", "About", "Settings", "Tutorial" (highlighted), and "Help". There is also a "Language" dropdown menu and a "Close" button. On the left side, there is a sidebar with a blue header "Actions" containing the following options: "Start Drafting Letter of Request", "Completed Request", "Incomplete Request", "Import Request", "Search", and "Manuals and Networks Lookup". The main content area is divided into several sections. The top section is "Manuals and Networks Lookup" with a light blue header. It contains two dropdown menus: "Manuals for Assistance Requests (Internet Required)" with a "Guide Search" dropdown, and "Networks for Assistance Requests (Internet Required)" with a "Network Search" dropdown. Below this are two panels: "MLA Requests Completed 0" (green header) and "MLA Requests Not Completed 1" (yellow header). Each panel has "Edit", "Export (.mla)", and "Delete" buttons and a "Filter" input field. The "Completed" panel is empty, while the "Not Completed" panel shows a list item "undefined.mlax".

Choisissez la langue (en haut).

Cliquez sur : [Démarrer la rédaction d'une lettre de requête](#)

Ceci sera affiché :

## Démarrer la rédaction d'une lettre de requête

Bienvenue dans le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire de l'ONUJDC

L'entraide judiciaire est une forme de coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité et une procédure par laquelle les États sollicitent et fournissent une aide à la collecte de preuves destinées à être utilisées dans des affaires pénales. Sur demande, les États peuvent employer leurs pouvoirs de justice pénale, y compris coercitifs, pour fournir une assistance dans le cadre de poursuites pénales ou d'autres procédures liées à des affaires pénales. Une demande d'entraide judiciaire peut se fonder sur un traité (international, régional ou bilatéral) applicable ou se voir donner une suite favorable en vertu du droit interne, avec ou sans obligation de réciprocité.

De plus en plus de requêtes doivent être formulées dans des délais courts. Si la requête est "correcte dès le départ", l'État requis sera mieux en mesure de l'évaluer et de l'exécuter, en particulier dans les affaires où des preuves numériques sont demandées. Elle doit donc contenir toute information nécessaire pour a) faciliter l'évaluation de la demande et b) éviter les pièges et obstacles juridiques dans les États régis par des systèmes juridiques différents.

Les conventions multilatérales, régionales et bilatérales contre la drogue et le crime contiennent des dispositions pour l'entraide judiciaire et d'autres formes de coopération. Dans le cadre de ses services d'assistance aux États Membres, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a mis au point un Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire afin d'aider les praticiens à formuler en temps voulu des demandes correctes, complètes et efficaces, rationalisant ainsi la procédure d'entraide judiciaire. Au-delà des infractions établies conformément aux conventions ou traités internationaux, il peut servir à tout type d'infractions graves.

Il permet de guider les praticiens pas à pas à chaque étape de la rédaction en affichant des formulaires à l'écran. L'utilisateur sélectionne les options dans les menus déroulants de chaque formulaire et remplit les différents champs proposés. Ces champs peuvent aisément être adaptés aux exigences juridiques et procédurales de l'État requérant. L'utilisateur doit compléter chaque écran l'un après l'autre afin d'éviter les requêtes incomplètes et réduire au minimum le risque de retard ou de refus.

Une fois toutes les données saisies, le rédacteur de requêtes les consolide et génère une ébauche de requête qu'il ne reste plus qu'à vérifier et à signer. Toutes les requêtes ainsi rédigées peuvent être sauvegardées dans une base de données et sont ensuite accessibles à tout moment.

En cas de doute, les praticiens de l'État requérant doivent s'assurer au préalable auprès de l'autorité centrale s'il est nécessaire de rédiger une requête formelle ou si une simple requête informelle suffit pour communiquer à l'État requis les informations utiles.

[> Suivant](#)

[Continuer](#)

[Annuler](#)

Cliquez sur **Suivant** après avoir lu les informations pratiques affichées.

Ceci apparaîtra :

## Démarrer la rédaction d'une lettre de requête

Vous êtes vivement encouragés à envisager d'utiliser la voie de police pour obtenir les informations ou matériels demandés. Certains États n'exigent pas de requête d'entraide judiciaire pour des mesures non coercitives, de sorte qu'il peut être possible d'obtenir une assistance et des preuves ou informations sans avoir recours à une entraide judiciaire. La coopération de police à police est d'ordinaire plus rapide que la transmission de requêtes d'entraide judiciaire. Vous êtes vivement encouragés à envisager d'utiliser les voies informelles pour obtenir les informations demandées, si l'État requis le permet. En cas de doute, consulter directement les autorités appropriées de l'État requis pour vérifier s'il est nécessaire de formuler une requête d'entraide judiciaire.

< Précédent

> Suivant

Continuer

Annuler

Cliquez sur **Suivant**.

### ÉTAPE 3 : SÉLECTION DU PAYS DE DESTINATION ET DE L'ASSISTANCE DEMANDÉE

Le système présentera une liste de pays. Dans ce cas, nous allons choisir la France.

Démarrer la rédaction d'une lettre de requête

Il est souvent souhaitable que les autorités étrangères obtiennent des informations sur une affaire avant de formuler une requête d'entraide judiciaire. Cela peut contribuer à améliorer la qualité de la requête et diminuer le risque qu'elle soit renvoyée à l'autorité requérante faute d'informations suffisantes.

Il est également de bonne pratique de soumettre les ébauches de requêtes aux homologues dans l'État coopérant avant de transmettre la requête d'entraide judiciaire finale.

Sauf pour les dossiers liés à des affaires pénales, les demandes d'aide en matière civile et administrative ne relèvent pas du concept d'"entraide judiciaire en matière pénale".

À quel pays adressez-vous la requête d'entraide judiciaire?

Country Search

Afghanistan

Albania

Algeria

American Samoa

Andorra

Angola

Annuler

Choisissez France et cliquez sur **Suivant.**

Ensuite, une liste des types d'assistance possibles sera affichée. Choisissez le témoignage de témoins :

Démarrer la rédaction d'une lettre de requête

Sélectionnez le type d'assistance demandée:  
Veuillez noter: d'autres types d'assistance peuvent être ajoutés à la requête pendant l'édition du formulaire.

Obtaining evidence (live or recorded testimony) from witnesses

- Confiscation Order (made in the Requesting State, enforced in the Requested State)
- Confiscation Order (made and enforced in the Requested State)
- Obtaining exhibits or documentary evidence (including government, private sector and personal records), from persons or entities in the Requested State
- Obtaining evidence (facilitating temporary presence of foreign witnesses)
- Obtaining evidence (monitoring/interception/recording)
- Obtaining evidence (live or recorded testimony) from witnesses**
- Obtaining evidence (search and seizure)
- Obtaining evidence (facilitating temporary transfer of foreign prisoners/detained persons)
- Preliminary investigation enquiries
- Seizure/restraint order (made in the Requesting State, enforced in the Requested State)
- Seizure/restraint order (made and enforced in the Requested State)
- Service of criminal process-related documents
- Videoconferencing
- Transfer of Criminal Proceedings
- Expedited preservation of stored computer data
- Ensuring access to stored computer data
- Real-time collection of traffic data
- Any other assistance
- Presence of operational personnel, including in the context of JITs

Puis cliquez sur **Suivant** et insérez un nom ou un numéro pour la demande dans la case :

Démarrer la rédaction d'une lettre de requête

Veuillez saisir un nom unique pour la requête  
Wed Nov 07 2018 11:16:25 GMT+0100 (W. Europe Standard Time)

CASE\_WILDLIFE....

Veuillez noter: un texte en latin et pas d'espace seront compatibles avec la plupart des systèmes.

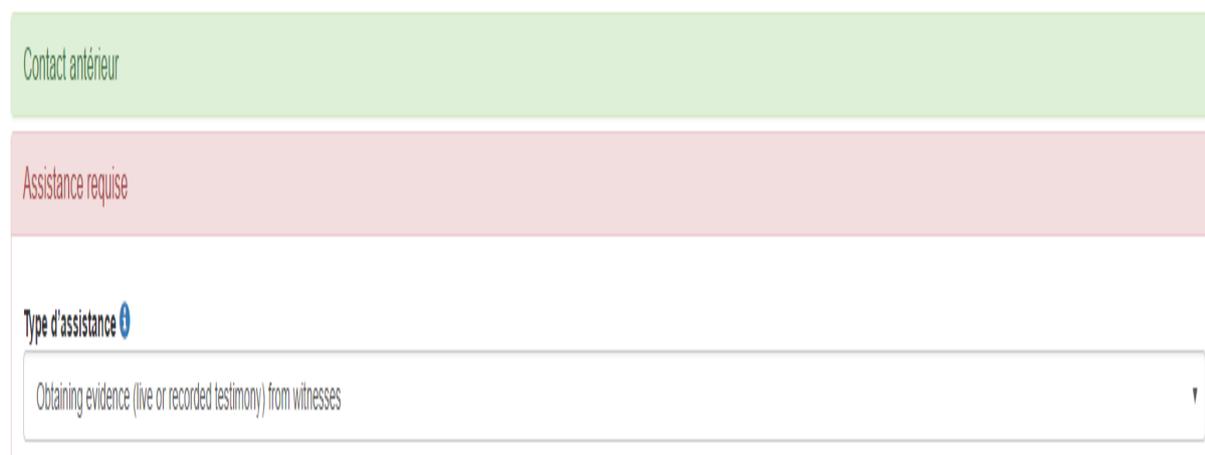
**Continuer** **Annuler**

Cliquez sur **Continuer**.

Dans l'écran suivant, vous trouverez un menu dont la première option est **Ajouter des modules en sélectionnant le module requis dans le menu déroulant ci-dessous**. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de sélectionner un module. Nous pouvons passer directement à **Contact Antérieur** : aucun contact précédent n'est mentionné dans ce cas.

Cliquez sur **Assistance requise**

Dans **Assistance requise - Type d'assistance**, l'assistance requise choisie préalablement sera automatiquement montrée :



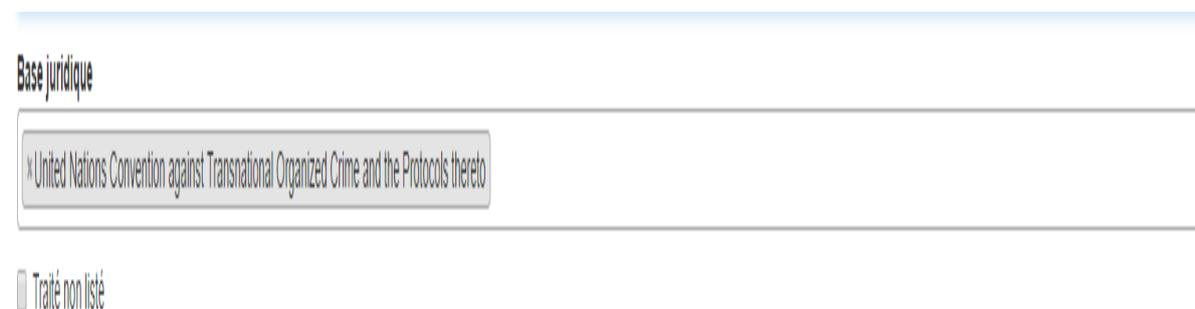
Contact antérieur

Assistance requise

Type d'assistance ⓘ

Obtaining evidence (live or recorded testimony) from witnesses ▼

Sous **Base juridique**, une liste de conventions sera présentée. Il existe également l'option « **Traité non répertorié** ». Vous pouvez l'utiliser pour écrire le nom d'une convention différente ou pour mentionner simplement la réciprocité. Dans le cas présent, sélectionnez « **Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée** » dans la liste.



Base juridique

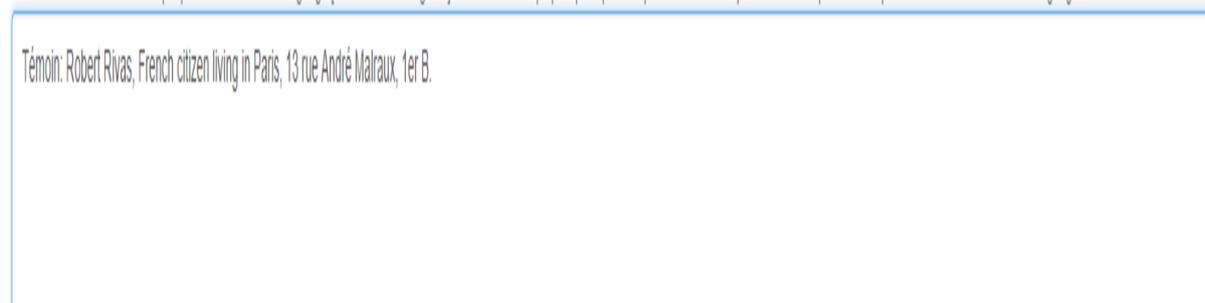
United Nations Convention against Transnational Organized Crime and the Protocols thereto

Traité non listé

Dans **Personnes pertinentes** écrivez l'identité et le lieu où est le témoin.

### Personnes pertinentes

Identité et localisation de chaque personne dont le témoignage (en direct ou enregistré) est demandé. Expliquez pourquoi ces personnes sont importantes. Pourquoi l'Etat requérant désire recevoir leur témoignage?



Témoin: Robert Rivas, French citizen living in Paris, 13 rue André Malraux, 1er B.

Dans **Recueil de preuves** décrivez la façon de recueillir la preuve :

### Recueil des preuves

Description de la manière dont les preuves doivent être recueillies (par exemple, sous serment ou autre caution appropriée) et enregistrées (par exemple, procès-verbal, enregistrement vidéo, liaison vidéo).

Procès-verbal

Dans **Participation d'une autorité de l'Etat requérant**, vous devez indiquer si la participation d'une autorité de votre pays est demandée (Procureur, officiers de police, etc.). Dans ce cas, aucune participation n'est demandée :

### Participation d'une autorité de l'Etat requérant

Mention précisant si les autorités chargées des enquêtes, judiciaires, chargées des poursuites ou d'autres autorités de l'Etat requérant souhaitent participer à l'obtention des preuves, et si oui pourquoi, lesquelles et comment.

Sans participation

**Sujets couverts** permet d'indiquer les questions auxquelles le témoin doit répondre ou des instructions pour l'autorité d'exécution pour entendre le témoin :

### Sujets couverts

Si les autorités de l'État requérant ne participent pas à la procédure, listez les sujets à couvrir et les questions précises à poser. Indiquez les coordonnées téléphoniques de la personne compétente à contacter pendant l'interrogatoire, si besoin.

Le témoin doit déclarer tout ce qu'il sait sur les faits rapportés par l'ONG "Save Wildlife". La copie de la plainte envoyée avec cette demande sera montrée au témoin.

### Privilèges :

Dans ce cas, aucun privilège n'est mentionné :

### Privilèges

Dans le cas où des privilèges du témoin en vertu du droit de l'État requérant s'appliqueraient si les preuves devaient être recueillies auprès du témoin dans ce pays plutôt que dans l'État requis, précisez les détails de ces privilèges, et si et dans quelle mesure le détenteur pourrait les faire valoir correctement et refuser de témoigner.

Aucun

En cliquant sur **Urgence**, il est possible de demander l'exécution urgente de la demande.

### Urgence

Cette requête est urgente

Veuillez noter que l'urgence ne doit être utilisée que dans des circonstances extrêmes où les suspects peuvent fuir ou des preuves peuvent être perdues. Le fait de préciser une urgence inutile peut entraîner un retard ou un rejet de votre requête.

**Confidentialité** offre la possibilité de demander de protéger la confidentialité. Dans ce cas, il n'y a aucune mention spéciale concernant la confidentialité.

### Confidentialité

Cette requête devrait être traitée comme étant confidentielle et les noms des personnes qui l'exécutent ne devraient pas être divulgués.

## ÉTAPE 4 : FAITS ET DÉTAILS DU CAS

En cliquant sur **Résumé des faits**, vous ouvrirez une case destinée à décrire les faits :

### Résumé des faits

Donner un résumé clair et concis des faits. La bonne exécution d'une requête dépend normalement de si l'État requérant établit une relation claire entre l'activité illicite sous-jacente et l'assistance demandée. Si la requête vise des documents financiers dans le cadre d'une enquête sur le blanchiment d'argent par exemple, alors les faits devraient établir un lien entre l'activité de blanchiment d'argent et le produit détenu sur un compte spécifique.

**Veillez noter** que les informations spécifiques seront ajoutées ci-dessous dans la section *Détails de l'affaire*

### Résumé des faits

Le 3 Octobre 2018, un représentant de l'ONG "Save Wildlife" a informé la police de Kampala qu'un de ses volontaires avait pu s'infiltrer dans une importante organisation de lutte contre le trafic de chimpanzés en provenance d'Ouganda. Cette organisation a capturé les animaux dans le parc national de la jungle de Bwindi pour les vendre par le biais de circuits de marché illégaux. L'ONG a cité le nom d'un de ses volontaires qui avait découvert les animaux. Il s'agissait de Robert Rivas, citoyen français résidant à Paris, au 13 rue André Malraux, 1er B. Suivant les indications de l'ONG, trois chimpanzés de neuf mois d'âge ont été trouvés dans une cage, prêts à être exportés illégalement. Les chimpanzés ont été trouvés le 5 octobre 2018 dans une propriété située dans la ville de Jinja, Kamuly Road, Km ..... dans les locaux de la société "VOLCANO SAFARI LTD". Aussi d'autres animaux protégés ont été trouvés, prêts à être envoyés aux acheteurs. Le citoyen espagnol Juan Martinez a été identifié lors de l'enquête comme le véritable chef de l'organisation.

Ensuite, vous devrez fournir les détails du cas en ouvrant **Détails de l'affaire** :

## Détails de l'affaire

Veillez ajouter ici les détails des infractions de l'individu. Ajoutez les infractions supplémentaires en cliquant sur le bouton 'Ajouter infraction'.



### Infraction

Crime contre la vie sauvage et les ressources naturels

### En violation de (titre de la législation nationale)

Article..... du Code Pénal d'Ouganda

### Date de début de l'acte délictueux/l'infraction

dd/mm/yyyy

### Date de fin de l'acte délictueux/l'infraction

05/10/2018

L'infraction est en cours

### Date de la découverte

03/10/2018

### Les dates sont approximatives

Si certaines dates précédentes sont approximatives, veuillez donner plus d'informations concernant ces dates

La date exacte de début de l'action n'est pas connue

### Dispositions pertinentes

Fournissez le texte statutaire des dispositions pertinentes. Si l'infraction en jeu est une infraction de droit commun, expliquez ce que l'Etat requis aura à établir afin de prouver l'infraction.

Article..... du Code Pénal d'Ouganda: "....."



En ouvrant **Information relatives au suspect** et **État d'avancement actuel de l'affaire**, vous fournirez plus d'informations.

#### Informations relatives au suspect

Le suspect est inconnu  Le suspect est connu

Suspect

Nom	Juan
Prénom(s)"	Martinez
Deuxième nom	Martinez
Date de naissance	08/01/1990 <input type="button" value="📅"/>
Lieu de naissance	Madrid

#### Détails du suspect

Toute information supplémentaire que vous aimeriez préciser comme: Nom(s); Adresse(s); Date et lieu de naissance; Identité(s) physique(s); Nationalité(s); Langue(s)

Entité ou organisation suspectée

Identité de l'entité	Registered in Uganda with the number X-222422-2018
Nom de l'entité	VOLCANO SAFARI LTD
Lieu de constitution	Jinja
Date de constitution	04/06/2018 <input type="button" value="📅"/>

#### Détails de l'organisation suspectée

Entité/organisation; Adresse(s); Administrateur/Directeur/Contrôleur; Historique

VOLCANO SAFARI LTD  
Jinja, Kamuly Road, Km.....  
Owner and manager: Juan Martinez Martinez

## État d'avancement actuel de l'affaire

Donnez un résumé clair et concis de l'état d'avancement de l'affaire, y compris les éléments suivants, le cas échéant:

Enquêtes (commencées, en cours, achevées); Biens pertinents (gelés, saisis, confisqués); Arrestations (dates, mandats, etc.); Mise en accusation; Poursuites (commencées, en cours, achevées); Procès (commencé, en cours, achevé);

Condamnation et date; Appel(s); Preuves à l'appui (jugements, documents, témoignages et tout autre type de preuves).

### État d'avancement actuel de l'affaire

Le Bureau du Directeur du Ministère Public prépare un pli de charges à l'encontre de Juan Martinez Martinez

## ÉTAPE 5 : DEMANDE DES EXIGENCES D'EXÉCUTION, CANAUX DE TRANSMISSION ET SIGNATURE

En cliquant sur **Conditions préalables à l'exécution de la requête** vous pouvez demander à l'autorité d'exécution de respecter les exigences procédurales relatives à la validité des preuves dans votre pays :

### Conditions préalables à l'exécution de la requête

#### Procédures spéciales requises

L'État requis doit-il suivre des procédures spéciales pour s'assurer que l'assistance remplira son objectif?

Conditions pour que les preuves soient recevables

Présence des juges, magistrats, avocats de la défense ou autres agents spécifiés

Autres

#### Détails des procédures spéciales

Pour tout élément sélectionné ci-dessus, expliquez en détails:

1. la procédure spéciale à suivre;
2. La procédure spéciale à suivre; et
3. les conséquences pour votre affaire si la procédure spéciale n'est pas suivie.

Le témoin doit être assermenté et jurer de dire la vérité ; dans un autre cas, la preuve ne sera pas valable.

Ensuite, vous devez ouvrir **Voies de transmission** et sélectionner l'une des options. Dans ce cas, la voie diplomatique est choisie.

#### Voies de transmission

##### Envoi de la requête

Indiquez les voies utilisées pour envoyer cette requête

Par la voie diplomatique (entre Ministères des affaires étrangères) ▼

Oui, d'autres voies ont-été utilisées pour adresser cette même requête ou une requête similaire.

##### Adressée en copie

Oui, cette requête sera également adressée en copie à d'autres autorités.

En ouvrant **Pouvoir de signature**, vous devez choisir l'une des options suivantes :

#### Pouvoir de signature

##### Je signe cette requête de 2018/11/07

en vertu du pouvoir qui m'est directement attribué de faire ces demandes ▼

en vertu du pouvoir qui m'est directement attribué de faire ces demandes

en vertu d'une délégation légale de l'Autorité Centrale

Enfin, le nom du signataire doit être mis dans la case **Signé par** :

#### Pouvoir de signature

##### Je signe cette requête de 2018/11/07

en vertu du pouvoir qui m'est directement attribué de faire ces demandes ▼

##### Signé par

Robert M....., Directeur du Ministère Public